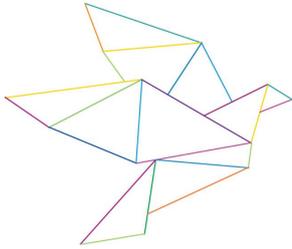




PRÉSIDENT JEAN-CLAUDE JUNCKER - Discours sur l'état de l'Union 2017

Bruxelles, le 13 septembre 2017



INTRODUCTION – DES VENTS FAVORABLES

M. le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Parlement européen,

Lorsque je me suis présenté devant vous l'an dernier à la même période, ma tâche était, d'une certaine façon, plus facile.

Il était clair pour tout le monde que l'état de notre Union était pour le moins préoccupant

L'Europe comptait ses blessures et ses égratignures, après une année qui l'avait ébranlée jusque dans ses fondements.

Nous n'avons le choix qu'entre deux possibilités. Soit se rassembler autour d'un programme européen positif, soit se replier chacun sur soi en ignorant les autres.

Face à ce choix, j'ai plaidé pour l'unité.

J'ai proposé un programme positif pour, comme je l'ai dit l'année dernière, contribuer à créer **une Europe qui protège, qui se donne les moyens d'agir et qui défend.**

Au cours des douze derniers mois, le Parlement européen a contribué à donner vie à ce programme. Chaque jour qui passe, nous continuons à faire des progrès. Pas plus tard qu'hier soir, vous avez encore travaillé à un accord sur les instruments de défense commerciale et le doublement de notre capacité d'investissement européenne.

Je voudrais aussi remercier les 27 dirigeants de nos États membres. Quelques jours après mon discours de l'an dernier, ils ont approuvé mon programme lors de leur sommet de Bratislava. Ils ont ainsi choisi l'unité. Ils ont choisi de se rassembler autour de nos intérêts communs.

Ensemble, nous avons montré que l'Europe peut obtenir des résultats concrets pour ses citoyens, quand et là où c'est nécessaire.

Depuis lors, nous avons réussi des avancées parfois lentes mais irréversibles.

L'amélioration des perspectives économiques a joué en notre faveur.

Nous entrons à présent dans la cinquième année d'une reprise économique qui se fait enfin sentir dans chacun des États membres.

Ces deux dernières années, la croissance a été plus forte dans l'Union européenne qu'aux États-Unis. Elle se chiffre maintenant à plus de 2 % pour toute l'Union et à 2,2 % pour la zone euro.

Le chômage est au plus bas depuis neuf ans. Depuis le début de notre mandat, près de 8 millions d'emplois ont été créés. Et le taux d'emploi en Europe est plus élevé qu'il ne le fut jamais. Nous avons 235 millions d'Européens qui ont un travail.

La Commission européenne ne peut pas s'en attribuer seule tout le mérite. Cela dit, je suis sûr que si 8 millions d'emplois avaient été détruits, pour beaucoup c'eût été notre faute.

En réalité les institutions de l'Europe ont joué leur rôle en contribuant à faire en sorte que le vent tourne.

Nous pouvons nous attribuer le mérite de notre plan d'investissement pour l'Europe, qui a généré jusqu'à présent 225 milliards d'euros d'investissements. Il a accordé des prêts à plus de 445 000

petites entreprises et à plus de 270 projets d'infrastructure.

Nous pouvons nous attribuer le mérite d'une action déterminée, grâce à laquelle les banques européennes ont de nouveau la force de frappe financière nécessaire pour prêter aux entreprises et leur permettre de croître et de créer des emplois.

Et nous avons eu le mérite d'avoir contribué à la baisse des déficits publics qui sont passés d'un niveau de 6,6% à un niveau de 1,6%. Nous le devons à une application intelligente du Pacte de stabilité et de croissance. Nous exigeons une discipline budgétaire mais nous veillons à ce qu'elle ne nuise pas à la croissance. Cela fonctionne en fait très bien dans toute l'Union européenne - en dépit des critiques,

Dix ans après le déclenchement de la crise, **l'Europe connaît enfin un rebond économique.**

Et avec lui, un regain de confiance.

Les dirigeants de notre Union européenne à 27, le Parlement et la Commission sont en train de remettre le projet européen au cœur de notre Union.

L'an dernier, à Rome, nous avons vu les 27 dirigeants gravir un à un la colline du Capitole pour renouveler leurs vœux d'engagement mutuel et envers l'Union.

Tout cela m'incite à y croire: **l'Europe a de nouveau le vent en poupe.**

De nouvelles opportunités s'ouvrent à nous, mais elles ne resteront pas ouvertes éternellement.

Mettons cet élan à profit, profitons de ces vents favorables.

Et pour cela nous devons faire deux choses:

Premièrement, nous devons tenir le cap fixé l'an dernier. Il nous reste encore 16 mois durant lesquels le Parlement, le Conseil et la Commission peuvent accomplir de véritables progrès. Nous devons profiter de cette période pour terminer ce que nous avons commencé à Bratislava, et mettre en œuvre notre programme constructif.

Deuxièmement, nous devons nous fixer un objectif ambitieux pour l'avenir. Comme l'a écrit Mark Twain, quand les années auront passé, nous serons plus déçus par les choses que nous n'aurons pas faites que par celles que nous aurons faites. **Le moment est venu de bâtir une Europe plus unie, plus forte et plus démocratique d'ici à 2025.**

TENIR LE CAP

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les députés,

Alors que nous regardons vers l'avenir, nous ne pouvons pas nous laisser dévier de notre cap.

Ensemble, nous nous sommes fixés comme objectif de parachever une union de l'énergie, une union de la sécurité, une union des marchés des capitaux, une union bancaire et un marché unique numérique. Ensemble, nous avons déjà fait bien du chemin.

Comme l'a confirmé le Parlement, la Commission a déjà présenté 80% des propositions promises en début de mandat. Nous devons maintenant travailler ensemble pour que ces propositions deviennent des actes législatifs, et que ces actes se concrétisent dans la pratique.

Comme toujours, certaines concessions devront être faites. Les propositions présentées par la Commission pour réformer notre système d'asile commun ou pour établir de nouvelles règles plus solides sur le détachement des travailleurs sont des sujets de controverse. **Nous obtiendrons de bons résultats si chacun bâtit sa partie du pont pour que les positions se rejoignent. Et je voudrais dire que la Commission sera ouverte au compromis, du moment que le résultat final est le bon pour l'Union, et équitable pour tous les Etats membres.**

Nous sommes maintenant prêts à soumettre les 20% d'initiatives restantes d'ici à mai 2018.

Ce matin, j'ai adressé au président du Parlement européen, Antonio Tajani, et au premier ministre Jüri Ratas **une lettre d'intention** précisant les priorités pour l'année à venir.

Je ne vais pas vous énumérer ici toutes nos propositions, mais permettez-moi d'en mentionner cinq particulièrement importantes.

Premièrement, je voudrais que nous renforçons encore notre programme commercial européen. L'Europe est ouverte au commerce, oui. Mais réciprocité il doit y avoir. Il faudra que nous obtenions autant que ce que nous donnons.

Le commerce n'est pas un concept abstrait. Le commerce, ce sont des emplois, ce sont de nouvelles opportunités pour les entreprises européennes, grandes ou petites. Chaque milliard d'exportations en plus représente 14 000 emplois supplémentaires en Europe.

Le commerce, c'est l'exportation de nos normes sociales et environnementales, et de nos normes en matière de protection des données ou de sécurité alimentaire.

L'Europe a toujours été un espace économique attirant. Mais depuis l'an dernier, j'observe que **nos partenaires du monde entier se pressent à notre porte pour conclure des accords commerciaux avec nous.**

Grâce à l'aide du Parlement européen, nous venons de conclure avec le Canada un accord commercial qui s'appliquera de manière provisoire à compter de la semaine prochaine. Nous avons trouvé un accord politique avec le Japon sur un nouveau partenariat économique. D'ici la fin de l'année, nous avons de bonnes chances de faire de même avec le Mexique et les pays d'Amérique du sud.

Et aujourd'hui, **nous proposons d'ouvrir des négociations commerciales avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande.**

Je voudrais que tous ces accords soient finalisés d'ici la fin de ce mandat. Et je tiens à ce qu'ils soient négociés dans la plus parfaite transparence.

L'ouverture aux échanges doit aller de pair avec une transparence accrue de nos processus décisionnels.

Le Parlement européen aura le dernier mot sur l'ensemble des accords commerciaux. Donc, ses membres tout comme les parlements nationaux et régionaux doivent être tenus parfaitement informés dès le premier jour des négociations. La Commission y veillera.

Dorénavant, la Commission publiera l'intégralité des projets de mandats de négociation qu'elle présentera au Conseil.

Les citoyens ont le droit de savoir ce que propose la Commission. Fini le manque de transparence, finis les rumeurs et les procès d'intention dont la Commission ne cesse d'être l'objet. **J'invite le Conseil à faire de même lorsqu'il adoptera les mandats de négociation définitifs.**

Je voudrais dire une fois pour toutes: **nous ne sommes pas des partisans naïfs du libre-échange.**

L'Europe doit toujours défendre ses intérêts stratégiques.

C'est la raison pour laquelle nous proposons aujourd'hui **un nouveau cadre de l'UE sur l'examen des investissements – "Investment Screening" en anglais.** Si une entreprise publique étrangère veut faire l'acquisition d'un port européen stratégique, d'une partie de notre infrastructure énergétique ou d'une de nos sociétés dans le domaine des technologies de défense, cela ne peut se faire que dans la transparence, à travers un examen approfondi et un débat. Il est de notre responsabilité politique de savoir ce qui se passe chez nous afin d'être en mesure, si besoin, de protéger notre sécurité collective.

Deuxièmement, je veux rendre notre industrie plus forte et plus compétitive.

C'est en particulier vrai pour ce qui concerne notre base industrielle et les 32 millions de travailleurs qui en constituent la colonne vertébrale. Ce sont eux qui fabriquent les produits de toute première classe - nos voitures, par exemple - auxquels nous devons notre avance par rapport à d'autres.

Je suis fier de notre industrie automobile. Mais je suis choqué quand clients et consommateurs sont sciemment et intentionnellement trompés. **J'invite l'industrie automobile à faire amende honorable et à corriger le tir. Au lieu de chercher à tromper et à induire en erreur, les constructeurs devraient investir dans les voitures propres qui sont celles du futur.**

Nous présentons aujourd'hui une **nouvelle stratégie industrielle pour l'Europe** qui permettra à notre industrie de rester ou de devenir le numéro un mondial en matière d'innovation, de numérisation et de décarbonisation.

Troisièmement, je veux que l'Europe soit à l'avant-garde de la lutte contre le changement climatique.

L'année dernière nous avons fixé des normes climatiques globales avec la ratification de l'accord de Paris ici même, dans cette assemblée. Face à l'affaiblissement des ambitions dont font preuve les États-Unis, **l'Europe va faire en sorte de rendre grande la planète qui est la patrie indivisible de l'humanité toute entière.** La Commission présentera sous peu une proposition de réduction des émissions de carbone dans le secteur des transports.

Quatrième priorité pour l'année à venir: nous protégerons mieux les Européens à l'ère du numérique.

Au cours des trois dernières années, nous avons fait des progrès dans la sécurisation de l'internet. De nouvelles règles, proposées par la Commission, protégeront nos droits de propriété intellectuelle, notre diversité culturelle et nos données à caractère personnel. Nous avons intensifié la lutte contre la propagande terroriste et la radicalisation en ligne. Mais l'Europe reste mal équipée face aux cyberattaques.

Les cyberattaques sont parfois plus dangereuses pour la stabilité des démocraties et des économies que les fusils et les chars. Rien que l'année dernière, on a enregistré plus de 4 000 attaques par rançongiciel et 80% des entreprises européennes ont connu au moins un incident lié à la cybersécurité.

Les cyberattaques ne connaissent pas de frontières et n'épargnent personne. C'est pourquoi la Commission propose aujourd'hui de nouveaux outils, et notamment une **Agence européenne de cybersécurité**, pour mieux nous défendre contre ces attaques.

Cinquièmement: la migration restera sur notre radar.

Même si les questions gravitant autour de la migration ont souvent suscitées débats et polémiques, nous sommes parvenus à faire des réels progrès sur de nombreux plans.

Aujourd'hui, nous protégeons nos frontières extérieures de façon plus efficace. Plus de 1 700 officiers du nouveau corps de garde-frontières et garde-côtes, soutiennent maintenant les 100 000 garde-frontières nationaux des États membres et patrouillent notamment en Grèce, en Italie, en Bulgarie et en Espagne. Nous avons des frontières communes mais les États qui sont en première ligne du fait de leur situation géographique ne doivent pas être les seuls responsables de leur protection. Frontières communes et protection commune doivent aller ensemble.

Nous sommes parvenus à endiguer les flux de migrants irréguliers, sources de grande inquiétude dans de nombreux pays. Nous avons réduit de 97% le nombre des arrivées irrégulières en Méditerranée orientale grâce à l'accord que nous avons conclu avec la Turquie. Et, cet été, nous avons réussi à mieux contrôler la route de la Méditerranée centrale: les arrivées y ont diminué de 81% en août par rapport au même mois de l'année dernière.

De cette manière, **nous avons considérablement réduit le nombre des vies humaines perdues en Méditerranée.** Près de 2 500 personnes sont mortes cette année, ce qui est une véritable tragédie. **Je n'accepterai jamais que des êtres humains trouvent la mort en pleine mer.**

Je ne peux pas parler de migration sans rendre un hommage appuyé à l'Italie pour sa persévérance et sa générosité. Cet été, la Commission a encore travaillé en étroite coopération avec le premier ministre Paolo Gentiloni et son gouvernement pour améliorer la situation, notamment en formant les garde-côtes libyens. Nous continuerons à apporter un soutien massif à l'Italie, tant opérationnel que financier. Parce que **l'Italie sauve l'honneur de l'Europe en Méditerranée.**

Nous devons aussi et de toute urgence améliorer les conditions de vie des réfugiés en Libye. Je suis atterré par les conditions inhumaines qui prévalent dans les centres de rétention ou d'accueil. Ici, l'Europe a une responsabilité collective et la Commission agira de concert avec les Nations Unies pour mettre fin à cette situation scandaleuse qui ne saurait durer.

Même si cela m'attriste de voir que tous nos États membres ne montrent pas encore le même degré de solidarité, **l'Europe, dans son ensemble, a continué à faire preuve de solidarité.** Rien que l'année passée, nos États membres ont accordé l'asile à plus de 720 000 réfugiés, ou ont pourvu à leur réinstallation. C'est trois fois plus que l'Australie, le Canada et les États-Unis ensemble. L'Europe, contrairement à ce qui est dit, n'est pas une forteresse et ne doit jamais le devenir. **L'Europe est, et restera le continent de la solidarité où doivent pouvoir se réfugier ceux qui sont poursuivis pour des raisons inacceptables.**

Je suis particulièrement fier des jeunes Européens qui se portent volontaires pour donner des cours de langue aux réfugiés syriens ou de tous ces jeunes qui, par milliers, se sont mis au service de notre **nouveau corps européen de solidarité.** Ils donnent vie et couleur à la solidarité européenne.

Nous devons aujourd'hui redoubler d'efforts. Avant la fin du mois, la Commission présentera une nouvelle série de propositions centrées sur les retours, la solidarité avec l'Afrique et l'ouverture de voies de migration légales.

Concernant plus particulièrement les retours: les personnes qui ne sont pas en droit de séjourner en Europe doivent regagner leur pays d'origine. Alors que seulement 36% des migrants en situation irrégulière sont renvoyés, il est évident que nous devons considérablement intensifier notre action en la matière. C'est seulement de cette manière que l'Europe pourra faire preuve de solidarité à l'égard des réfugiés qui ont réellement besoin d'une protection.

La solidarité ne peut pas être une solidarité exclusivement intra-européenne. Il s'agit aussi de mettre en place **une plus grande solidarité avec l'Afrique: l'Afrique, berceau de l'humanité, est un continent noble et jeune.** Notre fonds fiduciaire pour l'Afrique, doté d'une enveloppe de 2,7 milliards d'euros, ouvre des possibilités d'emploi partout sur le continent africain. Mais, alors que le budget de l'UE a assumé le gros du financement, la contribution de tous nos États membres réunis ne s'élève qu'à 150 millions d'euros. Le fonds atteint maintenant ses limites. Nous connaissons les risques d'une pénurie de financement: en 2015, de nombreux migrants ont voulu rejoindre l'Europe quand et parce que les fonds du Programme alimentaire mondial de l'ONU se sont épuisés. J'invite donc les États membres à joindre le geste à la parole et à veiller à ce que le fonds fiduciaire pour l'Afrique ne connaisse pas le même sort.

Nous allons aussi travailler à l'ouverture de **voies de migration légales. La migration irrégulière ne s'arrêtera que lorsque les migrants auront une autre option que d'entreprendre un voyage périlleux.** Nous sommes sur le point de réinstaller 22 000 réfugiés venant de Turquie, de Jordanie et du Liban et je m'associe à l'appel lancé par le haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés Filippo Grandi pour réinstaller 40 000 autres réfugiés originaires de Libye et des pays voisins. Pour le reste, l'Europe est un continent qui vieillit, raison de plus pour le doter d'un système de migration légale qui est une nécessité. C'est la raison pour laquelle la Commission a fait des propositions pour faciliter l'accès des migrants à la **carte bleue européenne**, et je vous remercie du soutien que le Parlement apporte à notre proposition. Je plaide pour un accord ambitieux et rapide sur ce dossier important.

HISONS LES VOILES

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, et Mesdames et Messieurs les députés,

Je n'ai mentionné que quelques-unes des initiatives que nous devrions mettre en place au cours des seize prochains mois.

Mais cela ne suffira pas pour regagner le cœur et l'esprit des Européens.

Nous devons maintenant fixer un cap pour l'avenir.

En mars, la Commission a présenté son Livre blanc sur l'avenir de l'Europe, qui décline en cinq scénarii le visage que pourrait prendre l'Europe d'ici à 2025. Ces scénarii ont été débattus, analysés et même parfois complètement décortiqués. Je m'en félicite car c'était exactement le but recherché. J'ai voulu lancer ainsi un processus qui permette aux Européens de déterminer eux-mêmes leur propre voie pour l'avenir.

Parce que **l'avenir de l'Europe ne peut pas être dicté par ses seuls dirigeants.** Il ne peut être que l'aboutissement d'un débat démocratique débouchant sur un large consensus. Cette assemblée y a activement contribué avec ses trois ambitieuses résolutions sur l'avenir de l'Europe et en participant à de nombreux événements publics parmi les 2000, et plus, que la Commission a organisés depuis mars.

Le moment est venu de tirer les premières conclusions de ce débat. Le moment est venu d'aborder la prochaine étape: passer de la réflexion à l'action, du débat à la décision.

Je voudrais aujourd'hui vous présenter ma vision des choses: **mon scénario personnel - si vous voulez - mon "sixième scénario".**

Ce scénario est le fruit de dizaines d'années d'expérience personnelle. Toute ma vie, j'ai vécu et travaillé pour le projet européen. J'ai connu de bons et de mauvais moments.

J'ai occupé bon nombre de sièges autour de la table de négociation : en tant que ministre, Premier ministre, président de l'Eurogroupe, et maintenant président de la Commission. J'étais là, à Maastricht, Amsterdam, Nice et Lisbonne, quand notre Union évoluait et s'élargissait. Je me suis toujours battu pour l'Europe. J'ai parfois souffert avec et à cause de l'Europe, et il m'est même arrivé de douter de l'Europe.

Avec l'Union européenne, j'ai aussi traversé des hauts et des bas, mais je n'ai jamais perdu cet amour de l'Europe.

Car il n'y a pas d'amour sans déconvenue, en tout cas très rarement.

Alors il faut aimer l'Europe, parce que dans ce monde troublé, l'Europe et l'Union européenne ont réussi une performance unique, imposer la paix à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières. Et la prospérité si ce n'est pour tous, en tout cas pour un grand nombre. Nous devrions méditer sur cela à l'occasion de l'Année européenne du patrimoine culturel qui doit célébrer en 2018 notre diversité culturelle.

UNE UNION DE VALEURS

Etre attaché aux mêmes valeurs, nous apporte un sentiment d'appartenance.

Pour moi, l'Europe est un projet plus vaste que le marché unique, la monnaie, l'euro. Elle a toujours été une question de valeurs.

Dans mon sixième scénario, l'Europe repose sur trois principes fondamentaux, que nous devons toujours défendre et promouvoir: la liberté, l'égalité et l'état de droit.

L'Europe est d'abord une union de la liberté. De la liberté face à l'oppression et à la dictature que notre continent, surtout l'Europe centrale et orientale, ont hélas trop bien connus. Je veux dire la liberté de faire entendre sa voix, en tant que citoyen et en tant que journaliste, cette liberté dont nous pensons bien trop souvent qu'elle relève de l'évidence. Ce sont des valeurs sur lesquelles s'est construite notre Union. Mais la liberté ne tombe pas du ciel. Nous devons nous battre pour qu'elle triomphe. En Europe et dans le monde.

Deuxièmement, l'Europe doit être une union de l'égalité.

Cela veut dire l'égalité entre ses membres, grands ou petits, de l'Est comme de l'Ouest, du Nord comme du Sud.

L'Europe s'étend de Vigo à Varna, de l'Espagne à la Bulgarie.

L'Europe doit respirer avec ses deux poumons, avec celui de l'est et avec celui de l'ouest. Sinon notre continent s'essouffle.

Dans une Union où tous sont égaux, il ne peut y avoir de citoyens de seconde classe. Il est inacceptable qu'en 2017, des enfants meurent encore de maladies qui auraient dû être éradiquées depuis longtemps en Europe. Les enfants de Roumanie ou d'Italie doivent avoir le même accès aux vaccins contre la rougeole que les autres enfants d'Europe. Pas de si, ni de mais qui tiennent. C'est la raison pour laquelle nous travaillons avec tous les États membres pour soutenir leurs efforts de vaccination sur le plan national. En Europe on ne peut pas accepter des morts quand elles peuvent être évitées.

Dans une Union où tous sont égaux, il ne peut y avoir de travailleurs de seconde classe. Ceux qui font le même travail, sur un même lieu, doivent toucher le même salaire. Les propositions de la Commission sur le détachement des travailleurs visent à assurer cet objectif. Nous devrions faire en sorte que toutes les règles de l'UE en matière de mobilité des travailleurs soient mises en œuvre de manière juste, simple et efficace par un nouvel organisme européen d'inspection et d'application des règles. Il y a quelque chose d'absurde à disposer d'une Autorité bancaire pour faire appliquer les normes bancaires, mais pas d'une Autorité commune du travail pour veiller au respect de l'équité dans notre marché unique. Nous devons la créer.

Dans une Union où tous sont égaux, il ne peut y avoir de consommateurs de seconde classe. Je n'accepterai pas que dans certaines régions d'Europe, les gens se voient proposer des produits alimentaires de moindre qualité que dans d'autres pays, sous des marques et des emballages pourtant identiques. Les Slovaques ne méritent pas d'avoir moins de poisson dans leurs poissons panés, les Hongrois moins de viande dans leurs repas, ou les Tchèques moins de cacao dans leur chocolat. La réglementation de l'UE interdit déjà ce genre de pratiques. Il nous reste à renforcer les moyens dont disposent les autorités nationales pour réprimer toute pratique illégale partout où elle est constatée.

Troisièmement : En Europe la force du droit a remplacé la règle du plus fort. Cela signifie que l'autorité de la loi est garantie par un pouvoir judiciaire indépendant.

Appartenir à une Union fondée sur l'état de droit, cela veut dire qu'il faut savoir accepter et respecter un jugement. Les États membres ont accordé à la Cour de justice de l'Union européenne la compétence pour statuer en dernier ressort. Les jugements de la Cour de justice européenne doivent donc être respectés dans tous les cas. Ne pas le faire ou saper l'indépendance des juridictions nationales, revient à déposséder les citoyens de leurs droits fondamentaux.

L'état de droit n'est pas une option dans l'Union européenne. C'est une obligation.

Notre Union n'est pas un Etat, elle est une communauté de droit.

UNE UNION PLUS UNIE

Mesdames et Messieurs les députés,

Liberté, égalité et état de droit, ces trois principes doivent être les fondations sur lesquelles nous construirons une **Union plus forte, plus unie et plus démocratique**.

Quand nous parlons de notre avenir, je sais d'expérience que de nouveaux traités et de nouvelles institutions ne sont pas les réponses attendues. Ce ne sont là que des moyens de parvenir à une fin – ni plus, ni moins. De nouveaux traités, de nouvelles institutions, cela nous parle, à nous, ici; à Strasbourg comme à Bruxelles. Mais ailleurs, ils ne veulent pas dire grand-chose.

Les réformes institutionnelles ne m'intéressent que si elles contribuent à rendre notre Union plus efficace.

Au lieu de se lancer tête baissée dans de futurs changements de traités, qui devront venir un jour ou l'autre, nous devrions tout d'abord nous défaire de **l'idée qui voudrait qu'on ne puisse gagner que si d'autres perdent**. La démocratie est une question de compromis. Et avec de bons compromis, tout le monde est gagnant. Dans l'Union européenne les compromis ne sont ni négatifs, ni diffamants, ils permettent, au contraire, de combler et de réconcilier les différences. Celui qui n'est pas capable de faire des compromis n'est pas mûr pour la démocratie ni pour l'Europe. Cela devrait toujours être l'objectif du travail commun du Parlement, du Conseil et de la Commission.

Pour renforcer son unité, l'Union européenne doit aussi devenir plus inclusive.

Si nous voulons renforcer la protection de nos frontières extérieures, nous devons laisser la Bulgarie et la Roumanie rejoindre immédiatement l'espace Schengen. Nous devrions aussi permettre à la Croatie d'en devenir membre à part entière, une fois qu'elle en remplira tous les critères.

Si nous voulons que l'euro unisse notre continent plutôt que de le diviser, il faut qu'il soit plus que la monnaie de quelques. L'euro a vocation à devenir la monnaie unique de toute l'Union européenne. Tous nos États membres, sauf deux, ont le droit et l'obligation d'adopter l'euro dès qu'ils rempliront toutes les conditions.

Les États membres qui veulent intégrer la zone euro doivent aussi avoir la capacité de le faire. C'est la raison pour laquelle je propose la création d'un **instrument d'adhésion à l'euro**, offrant une assistance de pré-adhésion technique et parfois financière.

Si nous voulons que les banques soient soumises aux mêmes règles et à la même surveillance sur l'ensemble de notre continent, nous devons **encourager tous les États membres à rejoindre l'union bancaire**. Et il est urgent de la compléter. Pour cela, il nous faut réduire les risques qui existent encore dans les systèmes bancaires de certains de nos États membres. L'union bancaire ne peut fonctionner que si la réduction et le partage de ces risques vont de pair. Pour y parvenir, comme chacun le sait, certaines préconditions doivent être rétablies comme la Commission l'a proposé en novembre 2015. Il ne pourra y avoir une garantie des dépôts commune que si chacun respecte ses devoirs nationaux.

Si nous voulons mettre fin à la fragmentation et au dumping social en Europe, les États membres devront se mettre d'accord sur **le socle européen des droits sociaux** aussi rapidement que possible, et au plus tard lors du **sommet de Göteborg** en novembre. Les systèmes sociaux nationaux resteront encore pour longtemps divers et distincts. Mais nous devrions au minimum travailler à une **union européenne des normes sociales**, pour déterminer ensemble ce qui est juste et injuste dans notre marché intérieur. Si l'Europe veut réussir, elle ne peut pas délaissier ses travailleurs.

Si nous voulons plus de stabilité dans notre voisinage, nous devons offrir des perspectives d'élargissement crédibles aux Balkans occidentaux. Il n'y aura pas de nouveaux pays membres, durant le mandat de cette Commission et de ce Parlement, parce que les critères d'adhésion ne peuvent pas encore être remplis. Mais dans les années qui viennent l'Union européenne comptera plus de 27 membres. Pour tous les pays candidats à l'adhésion, une priorité absolue doit être donnée au respect de l'état de droit, de la justice et des droits fondamentaux.

Cela exclut une adhésion de la Turquie à l'UE dans un avenir proche.

Depuis un certain temps, la Turquie s'éloigne à pas de géants de l'Union européenne. La place des journalistes est dans les rédactions, là où règne la liberté d'expression. Leur place n'est pas dans les prisons.

J'en appelle aux autorités turques: **libérez les journalistes, et pas seulement nos journalistes. Arrêtez d'insulter nos États membres et nos chefs d'état et de gouvernement en les traitant de fascistes ou de nazis.** L'Europe est un continent composé de démocraties mûres. Celui qui offense, se ferme la route vers notre Union. J'ai parfois le sentiment que la Turquie cherche à fermer ce chemin pour rendre ensuite l'Union européenne responsable d'un échec des négociations d'adhésion.

De notre côté, nous garderons toujours la main tendue en direction du grand peuple turc et de tous

ceux qui sont disposés à coopérer avec nous sur la base de nos valeurs.

UNE UNION PLUS FORTE

Mesdames et Messieurs les députés,

Notre Union doit gagner aussi en force.

Je voudrais que le marché intérieur gagne en force.

Je voudrais que sur les questions importantes concernant ce marché les décisions puissent être plus souvent et plus facilement prises au Conseil à la majorité qualifiée avec une participation égale du Parlement européen. Il n'est pas nécessaire de modifier les traités pour cela. Il existe des **clauses dites "passerelles"** dans les traités actuels qui nous permettent de passer au vote à la majorité qualifiée au lieu de l'unanimité dans certains domaines, à condition que le Conseil européen le décide à l'unanimité.

Je suis d'avis que nous devrions introduire le vote à la majorité qualifiée sur les décisions concernant l'assiette commune consolidée pour l'impôt des sociétés, la TVA, une fiscalité juste pour l'industrie numérique et la taxe sur les transactions financières. Car l'Europe doit être capable de décider plus rapidement et plus efficacement.

Je veux une union économique et monétaire plus forte. La zone euro est aujourd'hui plus robuste qu'elle ne l'a jamais été. Nous avons notamment créé un mécanisme européen de stabilité (MES). **Je pense que le MES devrait maintenant évoluer progressivement vers un Fonds monétaire européen, fermement ancré dans notre Union.** La Commission fera des propositions concrètes en ce sens en décembre.

Il nous faut un **ministre européen de l'économie et des finances**, qui encourage et accompagne les réformes structurelles dans nos États membres. Il pourra s'appuyer sur le travail mené par la Commission depuis 2015 dans le cadre de son service d'appui à la réforme structurelle.

Ce ministre européen de l'économie et des finances devrait coordonner l'ensemble des instruments financiers de l'UE lorsqu'un État membre entre en récession ou est frappé par une crise menaçant son économie.

Je ne plaide pas pour la création d'une nouvelle fonction. Pour des raisons d'efficacité, je plaide pour que cette tâche soit confiée au commissaire européen en charge de l'économie et des finances – idéalement vice-président de la Commission européenne – et président de l'Eurogroupe.

Ce ministre européen de l'économie et des finances sera bien évidemment responsable devant ce Parlement européen.

Nous n'avons pas besoin de structures parallèles. Par conséquent, nous n'avons pas besoin d'un budget de l'euro distinct, mais d'une **ligne budgétaire conséquente dédiée à l'euro zone dans le cadre de notre budget de l'UE.**

Je n'ai pas de sympathie pour l'idée d'un Parlement spécifique de la zone euro. **Le Parlement de la zone euro est le Parlement européen.**

L'Union européenne doit être plus forte en matière de **lutte contre le terrorisme.** Ces trois dernières années, nous avons fait des progrès mais nous ne réagissons pas assez rapidement en cas de menaces terroristes transfrontalières. Je plaide pour la création d'une **cellule européenne de renseignement** chargée de veiller à ce que les données relatives aux terroristes et aux combattants étrangers soient automatiquement échangées entre les services de renseignement et la police.

De même, il me paraît tout à fait indiqué de charger le **nouveau parquet européen de poursuivre les auteurs d'infractions terroristes transfrontalières.**

L'Union européenne doit avoir aussi plus de poids sur la scène internationale. Et pour ce faire, elle doit être capable de prendre **plus rapidement des décisions de politique étrangère.** Je voudrais que les États membres examinent quelles sont les décisions de politique extérieure qui pourraient être adoptées non plus à l'unanimité, mais à la majorité qualifiée. Le traité le permet, si le Conseil européen le décide à l'unanimité.

En matière de défense, des efforts supplémentaires sont nécessaires. La création d'un Fonds européen de la défense est à l'ordre du jour. La coopération structurée permanente dans le domaine de la défense est en bonne voie. D'ici à 2025, nous devrions disposer d'une **union européenne de la défense** opérationnelle. Nous en avons besoin. Et l'OTAN y est favorable.

Enfin, et dans la droite ligne des efforts menés par la Commission ces dernières années, je voudrais

que notre Union **se concentre davantage sur ce qui compte réellement**. Nous ne devons pas agacer les citoyens européens avec des règlements qui régissent les moindres détails de leurs vies. Nous ne devons pas proposer sans cesse de nouvelles initiatives mais rendre des compétences aux gouvernements nationaux dans des domaines où cela fait du sens.

C'est la raison pour laquelle cette Commission a été **plus ambitieuse sur les grands enjeux, et plus discrète sur les dossiers de moindre importance**. Elle a proposé moins de 25 initiatives nouvelles par an, alors que les Commissions précédentes en présentaient plus de 100. Nous avons rétrocédé des compétences dans les domaines où il est plus pertinent que ce soit les gouvernements nationaux qui prennent eux-mêmes les choses en mains. Grâce à l'excellent travail de la commissaire Vestager, nous avons délégué 90% des décisions en matière d'aides d'État aux autorités régionales ou locales.

Afin de mener à bon terme le travail que nous avons entamé, nous allons créer d'ici la fin du mois une task force «Subsidiarité et proportionnalité» pour regarder de plus près toutes nos politiques, afin que l'Europe n'agisse que là où elle a une vraie valeur ajoutée. Le premier vice-président qui a déjà mis toute son énergie dans le «mieux légiférer», présidera à cette task-force. Cette task-force Timmermans devrait comprendre des membres du Parlement européen ainsi que des parlements nationaux. Elle présentera un rapport de ses travaux dans un an.

UNE UNION PLUS DÉMOCRATIQUE

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les députés,

Notre Union a besoin d'un saut démocratique.

Je souhaiterais que les partis politiques européens lancent leurs campagnes pour les prochaines élections plus tôt que par le passé. Trop souvent, les campagnes électorales européennes ont été réduites à une simple addition des propositions électorales nationales. **La démocratie européenne mérite mieux.**

Aujourd'hui, la Commission propose **de nouvelles règles sur le financement des partis et des fondations politiques**. Il s'agit de ne pas renflouer les caisses des extrémistes qui sont contre l'Europe. Il s'agit de permettre aux partis européens de mieux pouvoir s'articuler.

Je n'ignore pas que l'idée est contestée par plus de quelques-uns, mais je dois vous dire que j'ai de la sympathie pour présenter des **listes transnationales**. De telles listes rendraient les élections au Parlement européen plus européennes et plus démocratiques.

Je pense également qu'au cours des prochains mois, nous devrions associer les parlements nationaux et la société civile au niveau national, régional et local aux travaux sur l'avenir de l'Europe. Au cours des trois dernières années, les membres de la Commission ont rendu visite aux parlements nationaux à plus de 650 reprises. Ils ont également participé à plus de **300 dialogues avec les citoyens dans plus de 80 villes des 27 États membres**. Mais nous pouvons encore faire mieux. C'est pourquoi je soutiens l'idée du président Macron d'organiser des **conventions démocratiques** dans toute l'Europe en 2018.

À mesure que le débat se développera, j'accorderai personnellement une attention particulière à l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Roumanie en 2018. 2018 est l'année où ces quatre pays célébreront leur **100ème anniversaire**. Ceux qui ont pour ambition de façonner l'avenir de notre continent doivent connaître et honorer notre histoire commune et donc l'histoire des quatre pays mentionnés, pays sans lesquels l'Europe ne serait pas complète.

Le besoin de renforcer la démocratie a également des conséquences pour la Commission européenne. Aujourd'hui, je transmets au Parlement européen **un nouveau code de conduite des commissaires**. Tout d'abord, ce nouveau code précise que les commissaires peuvent se présenter dans des conditions normales comme candidats aux élections européennes. Il est évident que le nouveau code renforcera les obligations des commissaires en matière d'intégrité, pendant et après leur mandat.

Qui veut renforcer la démocratie européenne ne peut pas accepter que le progrès démocratique que constitua l'innovation des têtes de liste – "**Spitzenkandidaten**" – ne soit pas renouvelé. Je suis convaincu que tout futur Président tirera avantage de cette expérience unique qui consiste à faire campagne dans tous les coins de notre beau continent. Pour comprendre les défis de son poste et la diversité de nos États membres, un futur Président doit rencontrer les citoyens dans les mairies à Helsinki comme sur toutes les places d'Athènes. Je sais pour avoir mené une telle campagne que cela

vous rend humble, mais cela vous donne aussi plus de poids pendant votre mandat. Et vous pouvez traiter avec les autres dirigeants au Conseil européen fort de la confiance d'avoir été ainsi élu tout comme ils l'ont été. C'est bon pour l'équilibre de notre Union.

Plus de démocratie veut dire plus d'efficacité. L'efficacité européenne gagnerait en force si nous pouvions fusionner les **présidences de la Commission européenne et du Conseil européen.**

Cette proposition ne vise en rien mon excellent ami Donald, avec qui j'ai collaboré harmonieusement ces trois dernières années. Elle ne vise ni Donald ni moi-même.

Le paysage européen serait plus lisible et plus compréhensible si le navire européen était piloté par un seul capitaine.

Le fait d'avoir un seul président refléterait mieux la véritable nature de notre Union européenne, à la fois comme Union d'États et comme Union de citoyens.

NOTRE FEUILLE DE ROUTE

Mesdames et Messieurs les députés,

La vision d'une Europe plus unie, plus forte et plus démocratique que je présente aujourd'hui associe des éléments de tous les scénarii que j'ai exposés en mars dernier.

Mais notre avenir ne peut rester un scénario, une esquisse, une idée parmi d'autres.

C'est aujourd'hui que nous devons préparer l'Union de demain.

J'ai envoyé ce matin au président Tajani, au président Tusk ainsi qu'aux futures présidences tournantes du Conseil d'ici à mars 2019, une **feuille de route** indiquant la direction que nous devrions suivre.

Un élément important résidera dans les plans que la Commission présentera en mai 2018, en vue de faire en sorte que le budget de l'UE soit à la hauteur de nos ambitions et que nous puissions tenir toutes nos promesses.

Le 29 mars 2019, le Royaume-Uni quittera l'Union européenne. Ce sera un moment à la fois très triste et tragique. Nous le regretterons toujours. Mais nous devons respecter la volonté du peuple britannique.

Le 30 mars 2019, nous serons une Union à 27. Je propose que nous nous y préparions bien.

Les élections au Parlement européen auront lieu à peine quelques semaines plus tard, en mai 2019.

Ce sera un rendez-vous important avec la démocratie européenne. Il faudra que les citoyens européens se rendent aux urnes en ayant une vision claire de la manière dont l'Union européenne évoluera dans les années à venir.

C'est pourquoi j'en appelle au président Tusk et à la Roumanie, qui exercera la présidence au cours du premier semestre de 2019, pour qu'ils organisent **un sommet spécial en Roumanie, le 30 mars 2019.** Mon vœu serait que ce sommet se tienne dans la magnifique ville antique de Sibiu, que je connais aussi sous le nom de Hermannstadt. Ceci devrait être le moment de nous réunir pour prendre les décisions nécessaires à la construction d'une Europe plus unie, plus forte et plus démocratique.

Mon espoir est que le 30 mars 2019, les Européens se réveilleront dans une Union où nous défendons tous nos valeurs. Où tous les États membres respectent vigoureusement l'état de droit. Où être un membre à part entière de la zone euro, de l'union bancaire, et de l'espace Schengen soit devenu la norme pour chaque État membre de l'UE.

Où nous aurons consolidé les fondements de notre Union économique et monétaire afin de pouvoir défendre notre monnaie unique dans toutes les circonstances, bonnes ou mauvaises, sans avoir à recourir à une aide extérieure. Où notre marché unique sera plus équitable pour les travailleurs de l'est comme de l'ouest.

Où nous aurons réussi à nous mettre d'accord sur un solide socle des normes sociales. Où les bénéfices seront imposés là où ils sont réalisés. Où les terroristes ne trouveront aucune faille à exploiter. Et où nous nous serons mis d'accord sur la création d'une véritable union européenne de la défense.

Où un président unique conduira les travaux de la Commission et du Conseil européen, après avoir été élu à l'issue d'une campagne électorale pan-européenne démocratique.

Si, le 30 mars 2019, nos citoyens se réveillent dans cette Union-là, alors ils devraient pouvoir apporter leur vote aux élections du Parlement européen quelques semaines plus tard en ayant la ferme conviction que notre Union travaille pour eux.

CONCLUSION

Mesdames et Messieurs les députés,

L'Europe n'est pas vouée à l'immobilisme. Elle doit le refuser.

Helmut Kohl et Jacques Delors m'ont appris que **l'Europe n'avance que quand elle fait preuve d'audace**. Avant de devenir réalité, le marché unique, l'espace Schengen et la monnaie unique étaient considérés comme de simples vues d'esprit. Pourtant, ces trois projets ambitieux sont la réalité d'aujourd'hui.

J'entends ceux qui disent qu'il ne faut pas surcharger la barque européenne, maintenant que l'Europe va mieux.

Mais il ne faut pas, à l'heure où nous sommes, pécher par excès de prudence. Il ne suffit pas de réparer le toit. Nous devons commencer à terminer le travail maintenant.

Maintenant qu'il fait beau, et tant qu'il fait encore beau. Parce que, quand les prochains nuages se formeront à l'horizon – et ils se formeront –, il aura été trop tard.

Alors, larguons les amarres.

Mettons les voiles.

Et profitons des vents favorables.

Jean-Claude JUNCKER

SPEECH/17/3165

Attachments

[EN-FR-DE-Speech.pdf](#)



Commissione
europea

STATO DELL'UNIONE 2017

LETTERA D'INTENTI AL PRESIDENTE ANTONIO TAJANI
E AL PRIMO MINISTRO JÜRI RATAS

Strasburgo, 13 settembre 2017

Egregio Presidente Tajani,
Egregio Primo ministro Ratas,

gli ultimi dodici mesi hanno messo alla prova i cittadini europei e noi tutti. Il 2016 è stato un "annus horribilis" per il progetto europeo, sotto molti punti di vista. Dal referendum per la Brexit agli attentati terroristici, dalla crescita lenta alla persistente, elevata disoccupazione in svariati Stati membri, alla crisi migratoria in corso, sono tante le sfide cui l'Europa ha dovuto reagire. I valori europei e le nostre democrazie si sono scontrati col risvegliarsi di forze populiste sia all'interno che all'esterno dell'Unione, mentre cresceva l'incertezza geopolitica connessa alle elezioni presidenziali negli Stati Uniti.

Solo grazie al duro lavoro e alla leadership politica delle istituzioni dell'UE e dei nostri Stati membri è stato possibile tenere in piedi il progetto europeo in questi tempi burrascosi. Desideriamo ringraziare voi e i membri delle vostre istituzioni per aver sostenuto, con forte impegno, il nostro programma positivo per un'Europa che protegge, dà forza e difende, presentato dal Presidente della Commissione nel discorso sullo stato dell'Unione del 14 settembre 2016. Un programma che ha trovato un'eco immediata nella plenaria del Parlamento europeo e appena due giorni dopo è stato accolto con favore dai leader dell'UE a 27 riuniti nel vertice di Bratislava. Insieme abbiamo ottenuto buoni risultati nella realizzazione di questo programma, non da ultimo grazie alla Dichiarazione comune sulle priorità legislative dell'UE per il 2017 firmata dai Presidenti del Parlamento europeo, del Consiglio e della Commissione europea il 13 dicembre 2016. Il nostro Fondo europeo per gli investimenti strategici, finanziato dal bilancio comune dell'UE e sostenuto dall'operato della Banca europea per gli investimenti, ha già consentito investimenti per oltre 225 miliardi di euro. La guardia di frontiera e costiera europea è ormai del tutto operativa ai confini esterni dell'UE, dalla Grecia alla Bulgaria all'Italia alla Spagna. Abbiamo mobilitato finanziamenti dell'UE per addestrare la guardia costiera libica e migliorare le condizioni di vita e di lavoro degli oltre 3 milioni di rifugiati siriani giunti in Turchia. Abbiamo concluso con successo il nostro lavoro per rafforzare la direttiva antiterrorismo e rendere più efficaci le norme per il controllo dell'acquisto e della detenzione di armi da fuoco. Abbiamo affinato gli strumenti per combattere l'elusione fiscale. Abbiamo intrapreso un'iniziativa senza precedenti per la creazione di un Fondo europeo per la difesa e per la prima volta abbiamo convenuto di operare secondo il modello di cooperazione strutturata permanente nel settore della difesa. Insieme siamo riusciti a far entrare in vigore in via provvisoria un accordo commerciale equo ed equilibrato con il Canada, un partner che condivide i nostri stessi principi riguardo alle norme alimentari e sanitarie e alla diversità culturale. E abbiamo aperto la strada a un partenariato economico ambizioso e basato sui valori con il Giappone. Insieme abbiamo avvicinato tra loro l'UE e l'Ucraina grazie a un accordo di associazione che dovrebbe offrire, col tempo, stabilità e prosperità ai nostri vicini orientali in tutta la regione. Nonostante una strenua opposizione, abbiamo ratificato e difeso l'accordo di Parigi in quanto miglior strumento per gestire i cambiamenti climatici. Da ultimo ma non per importanza, siamo riusciti a giungo ad abolire i costi di roaming per i telefoni cellulari e a rendere gratuita la connessione ai punti di accesso Wi-Fi nelle piazze, nei municipi, nei parchi e nelle biblioteche di tutta Europa già dal 2017. Giunti a metà del nostro mandato, stiamo mandando in porto con più rapidità ed efficacia tutte le dieci priorità stabilite negli orientamenti politici del 2014, a vantaggio dei cittadini e delle imprese europee¹.

L'Europa sta evidentemente recuperando le forze. La crescita economica si sta intensificando, attestandosi a oltre il 2% (2,2% nella zona euro) e raggiungendo finalmente ogni singolo Stato membro, e da due anni è superiore ai tassi di crescita degli Stati Uniti e del Giappone. Durante questo mandato sono stati creati quasi 8 milioni di posti di lavoro, non esclusivamente ma anche grazie agli interventi delle istituzioni dell'UE, in primis al Fondo europeo per gli investimenti strategici, alla Garanzia per i giovani, ai Fondi strutturali e d'investimento europei e alla politica monetaria della Banca centrale europea. Sia economicamente che politicamente, il vento sta soffiando più a favore dell'Europa. Le recenti elezioni in diversi Stati membri hanno dato nuovo slancio a coloro che sono pronti a difendere i valori europei, a coloro che desiderano gestire e orientare la globalizzazione e costruire un futuro sostenibile, a coloro che preferiscono la cooperazione e l'integrazione al ritiro e all'isolamento.

1 "The European Commission at mid-term: State of play of President Juncker's ten priorities", relazione del Parlamento europeo, 11 luglio 2017.

Dovremmo approfittare di questo nuovo slancio. Il vento potrebbe girare e non è certo il momento di riposare sugli allori, perché le sfide dell'Europa restano gravi: dall'instabilità del nostro vicinato e dalle minacce terroristiche ai cambiamenti demografici, climatici e tecnologici; dall'esigenza di investimenti sostenibili e di un'Unione economica e monetaria più resiliente alle crescenti rivendicazioni di maggiore equità sociale e controllo democratico. Se vogliamo riuscire a raccogliere queste sfide, dobbiamo essere pronti a collaborare per prendere subito decisioni che garantiranno il futuro dell'Europa a medio e lungo termine.

Il Libro bianco della Commissione del 1° marzo 2017 delinea cinque scenari per il futuro dell'Europa verso il 2025, a cui hanno fatto seguito una serie di documenti di riflessione sulle questioni più rilevanti per il nostro futuro. Questo ha segnato l'inizio di un utile dibattito in tutti gli Stati membri. Solo la Commissione ha organizzato in più di 80 piccole e grandi città 129 dialoghi sul futuro dell'Europa con i cittadini di 27 Stati membri, coinvolgendo anche i parlamenti nazionali.

Siamo convinti che sia giunto il momento di passare dalla riflessione e dal dibattito alle prime proposte concrete sul futuro dell'Europa.

*Oggi vi presentiamo le nostre intenzioni riguardo al programma di lavoro della Commissione per i prossimi sedici mesi, fino alla fine del 2018. Ora che l'Europa guarda al suo futuro, il momento è propizio per esporvi una **Tabella di marcia per un'Europa più unita, più forte e più democratica**. La Tabella si divide in due parti. In primo luogo suggeriamo azioni e iniziative da presentare e/o completare nei prossimi sedici mesi, in linea con il primo scenario del Libro bianco e con l'agenda di Bratislava. In secondo luogo suggeriamo azioni e iniziative più ambiziose, più lungimiranti e destinate a orientare la nostra Unione fino al 2025, combinando gli scenari 3, 4 e/o 5 del Libro bianco e sfruttando pienamente il potenziale inespresso del trattato di Lisbona.*

La Tabella di marcia si basa su alcuni principi importanti: l'imperativo di rispettare i nostri valori europei comuni, tra cui lo Stato di diritto; la costante attenzione alla realizzazione e all'applicazione di iniziative prioritarie che presentino un evidente valore aggiunto europeo e rendano l'Europa un posto migliore per i suoi cittadini, in linea con i nostri orientamenti politici del 2014 e con la nostra comune convinzione che l'Unione debba essere grande sulle grandi questioni e piccola sulle piccole; l'esigenza di porre su un piano di eguaglianza i cittadini di tutti gli Stati membri dell'UE e di non tollerare che nell'Unione esistano cittadini di seconda classe, e un forte accento sull'efficacia, sulla democrazia e sulla trasparenza in tutte le nostre azioni comuni.

La Tabella di marcia prevede inoltre che dal 29 marzo 2019 il Regno Unito non sia più membro della nostra Unione, avendo inviato la debita notifica conformemente all'articolo 50 del trattato sull'Unione europea. Fino ad allora e oltre vogliamo mantenere quell'unità dell'UE a 27 che abbiamo costruito nei mesi scorsi.

**Tabella di marcia per un'Europa più unita, più forte e più democratica
(progetto di programma di lavoro della Commissione fino a fine 2018)**

Priorità 1: il rilancio dell'occupazione, della crescita e degli investimenti

Iniziative da avviare e/o completare entro la fine del 2018

- ***** Rapida adozione da parte dei legislatori della proposta "EFSI 2.0" e della proposta "omnibus", in particolare delle modifiche del regolamento sulle disposizioni comuni destinate a facilitare l'uso dei Fondi strutturali e d'investimento europei e la loro combinazione con il Fondo europeo per gli investimenti strategici.**
- *Semestre europeo per il coordinamento delle politiche economiche 2018: realizzare investimenti, finanze pubbliche sane e riforme strutturali, continuando al contempo a fare uso della flessibilità appropriata insita nel patto di stabilità e crescita e identificata dalla Commissione sin dal gennaio 2015; integrare il nuovo quadro di valutazione della situazione sociale che accompagna la raccomandazione della Commissione sul pilastro europeo dei diritti sociali.*
- *Conseguire risultati su tutti gli aspetti dell'Agenda per le competenze per l'Europa, specialmente attuando "percorsi di miglioramento del livello delle competenze" a livello nazionale, con il sostegno del Fondo sociale europeo, e con particolare attenzione alle competenze di base e al fabbisogno di competenze digitali.*
- *Pacchetto Economia circolare per favorire l'innovazione, l'occupazione e la crescita, che comprende: una strategia sulla plastica destinata a rendere riciclabili tutti gli imballaggi di plastica sul mercato dell'UE entro il 2030; una proposta di regolamento sul riutilizzo delle acque reflue e una revisione della direttiva sull'acqua potabile; e un quadro di monitoraggio per l'economia circolare.*

Iniziative da avviare in prospettiva del 2025

- ***** Proposta globale per il futuro quadro finanziario pluriennale dopo il 2020 (prevista per maggio 2018) seguita da proposte per la nuova generazione di programmi e nuove risorse proprie.**
- *Documento di riflessione "Verso un'Europa sostenibile per il 2030" per far seguito agli obiettivi di sviluppo sostenibile delle Nazioni Unite, compreso l'accordo di Parigi sui cambiamenti climatici.*

Priorità 2: un mercato unico digitale connesso

Iniziative da avviare e/o completare entro la fine del 2018

- ***** Pacchetto Cibersicurezza, che introduce misure concrete in risposta al mutato panorama delle minacce informatiche e che include: una proposta volta a rafforzare l'Agenzia dell'Unione europea per la sicurezza delle reti e dell'informazione (ENISA); una serie di strumenti di esecuzione della direttiva sulla sicurezza delle reti e dell'informazione; un piano per fronteggiare con efficacia gli attacchi informatici ai danni di molti Stati membri; il potenziamento dell'autonomia strategica dell'Unione mediante lo sviluppo delle capacità di ricerca, di mezzi efficaci di difesa e igiene informatica e delle competenze giuste, sia in Europa sia con i partner mondiali tra cui la NATO (la Commissione presenta oggi proposte concrete in concomitanza con il discorso sullo stato dell'Unione).**
- ***** Pacchetto Dati, che sprigiona le potenzialità dell'economia dei dati assicurando il libero flusso in Europa dei dati non personali (la Commissione presenta oggi una proposta concreta in concomitanza con il discorso sullo stato dell'Unione).**

- ***** Iniziativa sulle piattaforme online intesa a garantire un contesto imprenditoriale equo, prevedibile, sostenibile e affidabile nell'economia online.**
- ***** Rapida adozione da parte dei legislatori di tutte le 14 proposte legislative volte a completare il mercato unico digitale, tra cui il pacchetto sulle telecomunicazioni e quello sul diritto d'autore, le disposizioni sul blocco geografico, le norme in materia di media e audiovisivi, le disposizioni sulla consegna transfrontaliera dei pacchi, il regolamento e-privacy e le norme UE sulla protezione dei dati personali trattati dalle istituzioni e dagli organi dell'UE.**
- *Orientamenti della Commissione ad uso dei cittadini, delle imprese e delle amministrazioni pubbliche per l'applicazione diretta, dal 25 maggio 2018, del regolamento generale sulla protezione dei dati, da stilarsi in stretta consultazione con il gruppo articolo 29/il nuovo comitato europeo per la protezione dei dati.*
- *Revisione delle linee direttrici della Commissione per l'analisi del mercato e la valutazione del significativo potere di mercato nel settore delle comunicazioni elettroniche.*
- *Iniziativa intesa a rispondere alle sfide poste alle nostre democrazie dalla diffusione di informazioni false sulle piattaforme online.*

Priorità 3: un'Unione dell'energia resiliente con politiche lungimiranti in materia di cambiamenti climatici

Iniziative da avviare e/o completare entro la fine del 2018

- ***** Rapida adozione da parte dei legislatori delle proposte della Commissione volte ad attuare l'Unione dell'energia e le politiche per il clima, tra cui i pacchetti Energia pulita per tutti gli europei, Clima e L'Europa in movimento.**
- ***** Pacchetto Mobilità e cambiamenti climatici, che contiene proposte legislative in materia di veicoli puliti, norme comuni per il trasporto combinato delle merci, standard per le emissioni di CO2 delle autovetture e dei furgoni, standard per l'efficienza dei carburanti e le emissioni di CO2 degli autocarri e degli autobus e un'iniziativa intesa ad accelerare la creazione delle infrastrutture per i carburanti alternativi.**
- *Seguito da dare all'aspetto della solidarietà dell'Unione dell'energia, comprendente una proposta di norme comuni per i gasdotti che accedono al mercato interno europeo del gas e la rapida attuazione dei progetti d'interesse comune necessari a collegare i mercati europei dell'energia.*
- *Sulla base di un mandato forte del Consiglio (progetto di raccomandazione della Commissione del 9 giugno 2017), avvio dei negoziati con la Russia per l'esercizio del futuro gasdotto Nord Stream 2.*

Iniziative da avviare in prospettiva del 2025

- *Comunicazione sul futuro delle politiche dell'UE per l'energia e il clima, che contempli anche il futuro del trattato Euratom (tenendo conto della dichiarazione n. 54 di cinque Stati membri allegata all'atto finale del trattato di Lisbona) e la possibilità di ricorrere all'articolo 192, paragrafo 2, secondo comma, del TFUE.*

Priorità 4: un mercato interno più profondo e più equo con una base industriale più solida

Iniziativa da avviare e/o completare entro la fine del 2018

- ***** Una nuova strategia per la politica industriale dell'UE che promuova la competitività, l'innovazione e la leadership tecnologica per assicurare un'occupazione equa e di qualità e che sfrutti le potenzialità delle tecnologie digitali in tutti i settori industriali (presentata oggi in concomitanza con il discorso sullo stato dell'Unione).**
- ***** Rapida adozione da parte dei colegislatori del pacchetto Servizi e delle misure di esecuzione.**
- ***** Rapida adozione da parte dei colegislatori della proposta di rafforzamento della vigilanza del mercato dei veicoli a motore.**
- ***** Rapida adozione da parte dei colegislatori della proposta in materia di insolvenza delle imprese, ristrutturazione e seconda opportunità, finalizzata a ridurre i costi e la complessità della ristrutturazione delle imprese, offrire una seconda occasione a quelle economicamente sostenibili e aumentare la certezza del diritto per gli investitori transfrontalieri nell'UE.**
- *Pacchetto di misure di diritto societario dell'UE che, valendosi delle soluzioni digitali, introducono norme efficienti per le operazioni transfrontaliere, nel rispetto delle prerogative nazionali in materia di legislazione sociale e del lavoro.*
- ***** Rapida adozione da parte dei colegislatori delle proposte che rilanciano la base imponibile consolidata comune per l'imposta sulle società (CCCTB).**
- ***** Rapida adozione da parte dei colegislatori della proposta intesa ad agevolare gli adempimenti IVA (imposta sul valore aggiunto) per le imprese di commercio elettronico nell'UE e della proposta che consente di equiparare la tassazione di libri elettronici, quotidiani elettronici e i loro equivalenti in formato cartaceo.**
- ***** Rapida adozione da parte dei colegislatori delle proposte che impongono alle multinazionali di pubblicare le informazioni fiscali principali paese per paese, che introducono nuove regole di trasparenza per gli intermediari della pianificazione fiscale e un elenco comune UE delle giurisdizioni fiscali non cooperative, stilato in base al quadro di indicatori proposto dalla Commissione.**
- ***** Pacchetto Equità fiscale, per la creazione di uno spazio unico europeo dell'imposta sul valore aggiunto (IVA), che contiene: proposte di modifica della direttiva IVA per istituire un regime IVA definitivo per gli scambi transfrontalieri nel mercato unico; una proposta di regolamento del Consiglio relativo alla lotta contro la frode in materia d'imposta sul valore aggiunto nel mercato unico; una proposta di direttiva del Consiglio sul regime comune IVA per le piccole imprese e una proposta di direttiva del Consiglio concernente la determinazione delle aliquote IVA.**
- ***** Proposta di norme UE che consentono la tassazione dei proventi dell'economia digitale generati dalle multinazionali.**
- ***** Rapida adozione da parte dei colegislatori della proposta di revisione della direttiva sul distacco dei lavoratori che sancisce il principio della parità di retribuzione a parità di lavoro svolto nello stesso luogo, e della proposta di aggiornamento della normativa sul coordinamento dei sistemi di sicurezza sociale intesa anche a garantire il diritto a ricevere le stesse prestazioni per gli stessi contributi versati nelle stesse circostanze.**
- ***** Proposta d'istituzione di un'autorità europea del lavoro per rafforzare la cooperazione tra le omologhe autorità a tutti i livelli e migliorare la gestione delle situazioni transfrontaliere, e altre iniziative a sostegno di una mobilità equa, come il numero di sicurezza sociale europeo.**

- *Proposta di revisione della direttiva sulla dichiarazione scritta per migliorare la trasparenza e la prevedibilità giuridica dei contratti di lavoro, e un'iniziativa sull'accesso alla protezione sociale per i lavoratori atipici e quelli autonomi.*
- **** Rapida adozione da parte dei colegislatori della proposta sulla conciliazione tra vita professionale e vita privata.*
- ***** Rapida adozione da parte dei colegislatori di tutte le proposte relative all'Unione dei mercati dei capitali, tra cui il prodotto pensionistico paneuropeo, le modifiche al regolamento sulle infrastrutture del mercato europeo e la raccomandazione della Banca centrale europea a modificare l'articolo 22 dello statuto del SEBC e della BCE.**
- ***** Pacchetto Unione dei mercati dei capitali, che comprende: la revisione e il rafforzamento dei compiti, della governance e del finanziamento delle autorità UE di vigilanza finanziaria; misure concrete per creare un'autorità unica europea di vigilanza dei mercati dei capitali e adattamenti del comitato europeo per il rischio sistemico; la revisione della disciplina delle imprese d'investimento; un piano d'azione per la sostenibilità finanziaria accompagnato da misure di regolamentazione; un'iniziativa sulla tecnologia finanziaria (FinTech); un quadro europeo che favorisce l'uso delle obbligazioni garantite e modifiche della direttiva sui gestori di fondi d'investimento alternativi e della direttiva concernente gli organismi d'investimento collettivo in valori mobiliari (OICVM).**
- *Pacchetto Alimenti, che include una proposta sulla catena UE di approvvigionamento alimentare elaborata sulla scorta del riesame della politica agricola comune.*
- *Piano d'azione congiunto sulle politiche nazionali di vaccinazione.*

Iniziative da avviare in prospettiva del 2025

- *Comunicazione sulla possibilità di estendere l'uso della deliberazione a maggioranza qualificata e della procedura legislativa ordinaria nelle questioni inerenti al mercato interno, in base all'articolo 48, paragrafo 7, del TUE.*

Priorità 5: un'Unione economica e monetaria più profonda e più equa

Iniziative da avviare e/o completare entro la fine del 2018

- ***** Pacchetto Unione economica e monetaria, che contiene proposte intese a: trasformare il meccanismo europeo di stabilità in un fondo monetario europeo; creare nel bilancio dell'Unione un'apposita linea di bilancio per la zona euro che ricomprenda 1) l'assistenza alle riforme strutturali prevista dal programma della Commissione di sostegno alle riforme strutturali, 2) una funzione di stabilizzazione, 3) un backstop per l'Unione bancaria e 4) uno strumento di convergenza per dare assistenza preadesione agli Stati membri con deroga a prepararsi all'adozione della moneta unica; integrare nel diritto UE la sostanza del trattato sulla stabilità, sul coordinamento e sulla governance nell'Unione economica e monetaria facendo uso dell'adeguata flessibilità insita nel patto di stabilità e crescita e identificata dalla Commissione sin dal gennaio 2015.**
- ***** Indicare nella prossima raccomandazione sulla politica economica della zona euro un orientamento di bilancio sostanzialmente neutrale per la zona euro, a sostegno della politica monetaria della Banca centrale europea e a favore della crescita, dell'occupazione e degli investimenti nella zona euro.**
- *Rapida adozione da parte del Consiglio della proposta della Commissione volta a introdurre progressivamente una rappresentanza unificata della zona euro presso il Fondo monetario internazionale.*
- ***** Proclamazione da parte delle istituzioni UE del pilastro europeo dei diritti sociali in esito al vertice sociale di Göteborg.**

- ***** Rapida adozione da parte dei colegislatori di tutte le misure incluse nel pacchetto sulla riduzione dei rischi nel settore bancario e della proposta di sistema europeo di assicurazione dei depositi.**
- ***** Pacchetto Unione bancaria, che porta a compimento l'Unione bancaria in tutti i suoi aspetti, in particolare mediante il completamento del dispositivo di sostegno per il Fondo di risoluzione unico, ulteriori misure per ridurre il livello dei crediti deteriorati e un quadro favorevole allo sviluppo dei titoli garantiti da obbligazioni sovrane per una maggiore diversificazione del portafoglio nel settore bancario.**

Iniziative da avviare in prospettiva del 2025

- Comunicazione sull'eventuale creazione di un ministro europeo permanente dell'Economia e delle finanze (articolo 2 del protocollo n. 14) e relative implicazioni istituzionali.
- Vaglio della possibilità di creare un'attività sicura per la zona euro.

Priorità 6: una politica commerciale equilibrata e lungimirante per gestire correttamente la globalizzazione²

Iniziative da avviare e/o completare entro la fine del 2018

- ***** Pacchetto Commercio, che comprende: una comunicazione relativa a una politica commerciale migliore, basata su valori, sostenibile e trasparente che contribuisca a una gestione corretta della globalizzazione e garantisca un approccio equilibrato per accordi commerciali aperti e equi; progetti di mandato per l'avvio di negoziati con l'Australia e la Nuova Zelanda; un progetto di mandato per un nuovo sistema giurisdizionale multilaterale per gli investimenti; un quadro europeo per il controllo degli investimenti diretti esteri nell'UE per motivi di ordine pubblico e sicurezza (la Commissione presenta oggi proposte concrete in concomitanza con il discorso sullo stato dell'Unione).**
- ***** Rapida adozione da parte dei colegislatori delle proposte intese a modernizzare gli strumenti di difesa commerciale dell'UE e a modificare i metodi anti-dumping, e della proposta modificata relativa a uno strumento per gli appalti internazionali.**
- Portare a termine gli accordi con il Giappone, Singapore e il Vietnam.
- Proseguire i negoziati con il Messico e Mercosur.

Priorità 7: uno spazio di giustizia e di diritti fondamentali basato sulla reciproca fiducia

Iniziative da avviare e/o completare entro la fine del 2018

- ***** Rapida adozione da parte dei colegislatori di proposte per quanto riguarda la lotta contro il riciclaggio di denaro, il sistema di ingressi/uscite dell'UE, il sistema d'informazione Schengen (SIS II), il sistema europeo di informazione sui casellari giudiziari (ECRIS) e il sistema europeo di informazione e autorizzazione ai viaggi (ETIAS).**
- ***** Pacchetto Antiterrorismo, che comprende: misure contro la radicalizzazione; misure per garantire il rilevamento e la soppressione rapida e proattiva di contenuti illegali di incitamento all'odio, alla violenza e al terrorismo; azioni per bloccare l'accesso agli strumenti utilizzati dai terroristi per preparare e compiere attentati, come le sostanze pericolose o il finanziamento del terrorismo; orientamenti e sostegno agli Stati membri nella protezione degli spazi pubblici e linee guida per la conservazione dei dati.**

2 Il titolo della priorità 6 è stato aggiornato e reso neutro dal punto di vista geografico, in considerazione del rallentamento dei negoziati commerciali con gli Stati Uniti, del nuovo contesto geopolitico e del nuovo dinamismo dei negoziati commerciali con altre importanti regioni del mondo. La Commissione ha tenuto conto di questa realtà nel cambiare il nome del gruppo di Commissari competenti in "gruppo di Commissari per il commercio e la gestione della globalizzazione".

- ***** Attuazione dell'agenda europea sulla sicurezza mediante proposte di legge che permettano l'interoperabilità dei sistemi di informazione dell'UE per la gestione della sicurezza, delle frontiere e della migrazione e una proposta volta a migliorare l'accesso transfrontaliero delle autorità di contrasto alle prove elettroniche.**
- Quadro per le decisioni di adeguatezza e segnatamente una decisione di adeguatezza sui flussi di dati con il Giappone.
- ***** Pacchetto "New deal per i consumatori", finalizzato ad agevolare il coordinamento e l'azione efficace delle autorità nazionali per la tutela dei consumatori a livello dell'UE e a potenziare l'azione repressiva e una migliore tutela dei diritti dei consumatori.**
- Orientamenti interpretativi per l'applicazione della direttiva sulle pratiche commerciali sleali e del regolamento relativo alla fornitura di informazioni sugli alimenti ai consumatori al fine di prevenire e risolvere i problemi relativi a differenze di qualità nei prodotti di consumo.

Iniziative da avviare in prospettiva del 2025

- Comunicazione relativa a un possibile ampliamento delle attribuzioni della nuova Procura europea al fine di includere la lotta contro il terrorismo, sulla base dell'articolo 86, paragrafo 4, del TFUE.
- Iniziativa per potenziare l'applicazione dello Stato di diritto nell'Unione europea.

Priorità 8: verso una nuova politica della migrazione

Iniziative da avviare e/o completare entro la fine del 2018

- ***** Rapida adozione da parte dei colegislatori di una riforma del sistema europeo comune di asilo sulla base dei principi di responsabilità e solidarietà, che comprenda proposte relative a: la riforma del sistema Dublino; l'istituzione di una nuova Agenzia per l'asilo; la riforma di Eurodac; il riesame delle condizioni di accoglienza, dei requisiti per l'asilo e della procedura di asilo e il quadro dell'UE per il reinsediamento.**
- ***** Rapida adozione da parte dei colegislatori della proposta sull'ingresso e il soggiorno di cittadini di paesi terzi che intendano svolgere lavori altamente specializzati ("proposta relativa alla Carta blu").**
- ***** Nuovo pacchetto Migrazione, che comprende: la revisione intermedia dell'agenda europea sulla migrazione; misure mirate a promuovere un approccio più efficace in materia di rimpatri; l'ulteriore promozione di percorsi legali mediante l'incentivazione di nuovi impegni per il reinsediamento; una riforma della politica comune in materia di visti e azioni di solidarietà dell'UE a favore degli Stati membri che devono far fronte a un'eccezionale pressione migratoria.**
- Pacchetto per consolidare lo spazio di libera circolazione Schengen, comprendente una proposta di aggiornamento del codice frontiere Schengen, e per garantire la piena integrazione della Romania e della Bulgaria nello spazio Schengen.
- Rapida messa in opera del piano europeo per gli investimenti esterni e applicazione del quadro di partenariato in materia di migrazione con i principali paesi terzi di origine e di transito.

Priorità 9: un ruolo più incisivo a livello mondiale

Iniziative da avviare e/o completare entro la fine del 2018

- Rapida adozione da parte dei colegislatori del programma europeo di sviluppo del settore industriale della difesa.
- ***** Seguito da dare al piano d'azione europeo in materia di difesa, in particolare per quanto riguarda l'attuazione del Fondo europeo per la difesa e dei suoi strumenti finanziari.**
- Progetto di mandato per i negoziati di un quadro post-Cotonou.

Iniziative da avviare in prospettiva del 2025

- Comunicazione sulla possibilità di potenziare il ricorso al voto a maggioranza qualificata nella politica estera comune, sulla base dell'articolo 31, paragrafo 3, del TUE.
- Strategia per un esito positivo del processo di adesione UE di Serbia e Montenegro, candidati pionieri dei Balcani occidentali, incentrata soprattutto sullo Stato di diritto, i diritti fondamentali, la lotta contro la corruzione e la stabilità generale della regione.

Priorità 10: un'Unione di cambiamento democratico

Iniziative da avviare e/o completare entro la fine del 2018

- ***** Un pacchetto "democrazia" comprendente: una revisione del regolamento riguardante l'iniziativa dei cittadini volta a renderne l'utilizzazione più accessibile, agevole e semplice per gli organizzatori e i sostenitori; una proposta per consolidare la dimensione europea e la trasparenza dei partiti politici e delle fondazioni europei (la Commissione presenta oggi proposte concrete insieme con il discorso sullo stato dell'Unione).**
- Proseguimento dello sviluppo del Corpo europeo di solidarietà mediante il coinvolgimento di tutti gli attori rilevanti e la rapida adozione da parte dei legislatori della proposta legislativa entro la fine dell'anno.
- ***** Rapida adozione da parte dei colegislatori delle modifiche proposte per il regolamento "comitatologia".**
- Proseguimento della discussione sul Libro bianco sul futuro dell'Europa fino alle elezioni del giugno 2019 (dibattiti, dialoghi con i cittadini, interazione con i Parlamenti nazionali, collaborazione con le regioni).

Iniziative da avviare in prospettiva del 2025

- Comunicazione sull'ulteriore rafforzamento dei principi di sussidiarietà, proporzionalità e migliore regolamentazione nel funzionamento quotidiano dell'Unione europea.
- Comunicazione sulle possibilità di una maggiore efficienza alla guida dell'Unione europea.

La lettera di intenti di oggi e la Tabella di marcia per un'Europa più unita, più forte e più democratica rappresentano il punto di partenza per il dialogo interistituzionale in preparazione del programma di lavoro della Commissione del 2018, nell'ambito dell'accordo quadro sulle relazioni tra il Parlamento europeo e la Commissione europea e dell'accordo interistituzionale "Legiferare meglio". È forte il nostro impegno a favore di questa importante interazione con il Parlamento europeo, con il Consiglio e con i Parlamenti nazionali. Siamo convinti che i nostri scambi costituiranno una base solida per un programma di lavoro della Commissione politico e focalizzato nei decisivi sedici mesi futuri.

Nelle prossime settimane consulteremo il Parlamento europeo e le sue commissioni, il Consiglio e il Comitato dei rappresentanti permanenti (COREPER I e II). Per tutti i prossimi sedici mesi la Commissione continuerà a prodigarsi affinché la nostra legislazione continui a essere adeguata e a basarsi su fatti concreti e affinché vengano eliminati gli oneri superflui, anche portando avanti i lavori della Piattaforma REFIT. Nel prossimo anno dedicheremo particolare attenzione all'adozione e all'attuazione delle proposte rimaste in sospeso. Come sottolinea il Libro bianco della Commissione, se vogliamo che il progetto europeo risulti più credibile e attraente, dobbiamo eliminare il divario tra le promesse e i fatti. Per questo motivo aspettiamo di concordare con voi una nuova dichiarazione comune sulle priorità legislative dell'UE per il 2018, muovendo dall'esperienza costruttiva di quest'anno.

Il 2017 e il 2018 potranno diventare gli anni della speranza e del rinnovamento per l'Europa se realizzeremo la nostra agenda comune e se sapremo mostrare ai nostri cittadini che l'Unione europea è qui per proteggerli, per dar loro forza e per difenderli. Nell'attuale contesto geopolitico un'Unione come la nostra è più che mai necessaria. Come hanno affermato giustamente i leader dell'UE riuniti a Roma per il 60° anniversario dei trattati di Roma: siamo "fermi nella convinzione che il futuro dell'Europa è nelle nostre mani e che l'Unione europea è il migliore strumento per conseguire i nostri obiettivi". Allora cogliamo l'attimo e impegniamoci ancor più che nel passato per rispondere alle preoccupazioni dei nostri cittadini. Il momento di agire è ora.

**Jean-Claude Juncker****Frans Timmermans**





STATO
DELL'
UNIONE
2017



TABELLA DI MARCIA PER UN'EUROPA PIÙ UNITA, PIÙ FORTE E PIÙ DEMOCRATICA



"La visione di un'Europa più unita, più forte e più democratica che delinea oggi unisce elementi provenienti da tutti gli scenari che ho descritto a marzo. Ma il nostro futuro non può rimanere uno scenario. Dobbiamo preparare oggi l'Unione di domani."

Jean-Claude Juncker, presidente della Commissione europea, discorso sullo stato dell'Unione, 13 settembre 2017

Gli ultimi 12 mesi sono stati molto difficili per i cittadini europei. Questo ha richiesto un duro lavoro e una leadership politica da parte sia delle istituzioni dell'UE che degli Stati membri.

Per far proseguire il cammino del progetto europeo, il presidente Juncker nel discorso sullo stato dell'Unione del 14 settembre 2016 ha presentato un programma positivo per un'Europa che protegge, dà forza e difende. Questo messaggio è stato accolto con favore dal Parlamento europeo e dai leader dell'UE a 27 al vertice di Bratislava.

I lavori su questo programma positivo sono proseguiti con il **Libro bianco sul futuro dell'Europa**, che illustra cinque scenari su come potrebbe essere l'Europa all'orizzonte 2025. Tre settimane più tardi, i leader dell'UE a 27 si sono riuniti per celebrare il 60° anniversario dei trattati di Roma e hanno rinnovato il loro solenne impegno nella **dichiarazione di Roma**, convenendo di rendere "l'Unione europea più forte e più resiliente, attraverso un'unità (...) ancora maggiore".

Adesso abbiamo l'opportunità di avviare una riforma di ampio respiro dell'Unione. Per imprimere una direzione a questa riforma e stimolare il dibattito, nel discorso sullo stato dell'Unione del 13 settembre 2017 il presidente Juncker ha proposto una tabella di marcia per un'Unione più unita, più forte e più democratica.

Sept 2017



13/09 **Discorso sullo stato dell'Unione del Presidente Juncker**



28/09 **Cena informale dei capi di Stato o di governo sul futuro dell'Europa** a Tallinn, Estonia

Nov



17/11 **Vertice sociale** a Göteborg, in Svezia

Dibattiti sul futuro dell'Europa nei parlamenti, nelle città e nelle regioni

